



Texte d'appel
28 mars 2026

Ensemble, faisons digue contre l'extrême-droite

Les États-Unis de Trump, la Russie de Poutine, l'Italie de Meloni, mais aussi le Chili, l'Argentine, la Hongrie, la Slovaquie... le constat est brutal : la démocratie et les droits humains sont en recul dans le monde, et ce recul s'accélère. Partout où l'extrême-droite et les populistes illibéraux passent, les contre-pouvoirs sont attaqués, les droits régressent, à commencer par ceux des plus vulnérables : les immigrés, les minorités, les LGBTQ+, et ceux des femmes. Là où ses idées gagnent du terrain, l'autoritarisme s'installe.

Partout, l'internationale réactionnaire met ses immenses ressources à disposition de celles et ceux qui partagent ses idées. Cette mutualisation crée une force de frappe sans précédent.

Le 28 mars prochain, de grandes manifestations sont prévues dont une journée "No Kings" contre les politiques du gouvernement Trump dans plus de 2000 villes aux États-Unis et une grande mobilisation contre les politiques du gouvernement Meloni en Italie.

Ces appels à **la résistance démocratique** sont inspirants pour tous ceux, toutes celles, qui veulent défendre une démocratie qui inclut. Elle est inspirante pour les citoyens engagés dans les combats de l'égalité et de la solidarité, pour la préservation du climat. Les pierres de la digue à construire contre les extrême-droites se taillent chaque jour, partout, dans ses résistances.

En appelant à un rendez-vous citoyen ce même 28 mars, nous affirmons notre solidarité avec celles et ceux qui sont en lutte pour la défense de l'Etat de droit et les libertés fondamentales. Nous réaffirmons la force universelle des principes démocratiques et notre engagement aux côtés de toutes celles et ceux qui défendent la démocratie, les droits des travailleurs.euses, les droits de toutes et tous.

Solidaires avec les mobilisations dans les autres pays, nous sommes aussi conscients du risque désormais très plausible d'une bascule électorale qui mènerait la France à rejoindre la cohorte des gouvernements illibéraux et fascistes. Des signes sont là, toujours présents avant chaque bascule : saturation médiatique reprenant comme des évidences les idées de l'extrême droite avec le rejet de tout ce qui fait la diversité de nos sociétés, glissements sécuritaires au détriment des libertés fondamentales élémentaires, attaques contre les droits et contre l'égalité pour l'accès aux droits pour toutes et tous. L'agenda de l'extrême-droite ne doit pas s'imposer, avec ses mots, ses obsessions discriminatoires. La France est dans cet entre-deux inquiétant, où les menaces sur la démocratie et l'Etat de droit se multiplient, mais, où nous pouvons nous organiser pour la défendre. Et, face aux non-respect de l'Etat de droit, nous pouvons en appeler aux juridictions, en gagnant. Si rien n'est perdu, il y a de quoi appréhender les secondes d'un compte-à-rebours qui peut s'avérer délétaire. Nous pouvons encore empêcher le pire, à condition de nous mobiliser et de nous engager.

Plus que jamais, nous devons défendre la démocratie et les droits humains et toutes celles et ceux qui, ici comme ailleurs, voient leurs droits et leur dignité menacée par la montée de l'illibéralisme et du fascisme.